



Doc. 12744

04 octobre 2011

L'affaire Sergei Magnitsky

Déclaration écrite n° 490

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Sergei Magnitsky était le représentant juridique du Fonds Hermitage en Russie. Il a découvert la plus grande fraude fiscale de l'histoire russe, commise par des membres du gouvernement russe. Après avoir témoigné contre eux, il a été arrêté et torturé, et est finalement mort pendant sa détention dans les locaux de la police.

En juillet 2011, le Conseil présidentiel de la Fédération de Russie pour la promotion des institutions de la société civile et des droits de l'homme a mené une enquête indépendante qui a révélé que Sergei Magnitsky avait illégalement été arrêté et poursuivi par des fonctionnaires pour lesquels il existait un conflit d'intérêts et battu, avant de mourir, par huit gardes armés de matraques en caoutchouc, tandis que les institutions de l'Etat ont négligé, voire refusé, d'enquêter sur les faits de corruption qu'il avait dévoilés. Le Conseil a spécifiquement désigné certains responsables du gouvernement. Les demandes d'autopsie indépendante, présentées par la famille de M. Magnitsky, ont été rejetées.

Le ministère de l'Intérieur de la Russie et le Bureau du Procureur général ont écarté les conclusions du Conseil des droits de l'homme comme étant irrecevables, ont mis hors de cause les fonctionnaires impliqués et ont relancé les poursuites engagées contre M. Magnitsky près de deux ans après sa mort; les mêmes fonctionnaires qui ont persécuté Sergei Magnitsky ont convoqué sa mère et sa veuve pour un interrogatoire.

Nous appelons la Russie à poursuivre en justice les personnes mentionnées dans le rapport du Conseil des droits de l'homme, à faire cesser les intimidations à l'encontre de la famille de M. Magnitsky et à permettre qu'une évaluation indépendante de son affaire soit réalisée.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC
AGRAMUNT Pedro, Espagne, PPE/DC
ÁRNASON Mörður, Islande, SOC
CEDERBRATT Mikael, Suède, PPE/DC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
COLOMBIER Georges, France, PPE/DC
ÇONKAR Ahmet Berat, Turquie, GDE
DEBONO GRECH Joseph, Malte, SOC
DÍAZ TEJERA Arcadio, Espagne, SOC
ÉKES József, Hongrie, PPE/DC
FENECH ADAMI Joseph, Malte, PPE/DC
FISCHEROVÁ Jana, République tchèque, GDE
FRAHM Pernille, Danemark, GUE
GARDETTO Jean-Charles, Monaco, PPE/DC
GRAHAM Sylvi, Norvège, PPE/DC
HERASYM'YUK Olha, Ukraine, PPE/DC
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC
HOSTALIER Françoise, France, PPE/DC
JOHANSSON Mats, Suède, PPE/DC
KALMÁR Ferenc, Hongrie, PPE/DC
KANDELAKI Giorgi, Géorgie, PPE/DC
KAYATÜRK Burhan, Turquie, PPE/DC
LUNDGREN Kerstin, Suède, ADLE
MANZONE-SAQUET Nicole, Monaco, PPE/DC
MARIN Christine, France, PPE/DC
MARTY Dick, Suisse, ADLE
MENDES BOTA José, Portugal, PPE/DC
MIGNON Jean-Claude, France, PPE/DC
MINASHVILI Akaki, Géorgie, ADLE
POSTANJYAN Zaruhi, Arménie, PPE/DC
POURBAIX-LUNDIN Marietta, de, Suède, PPE/DC
POURGOURIDES Christos, Chypre, PPE/DC
RACHOŃ Janusz, Pologne, PPE/DC
REISS Frédéric, France, PPE/DC
REPS Mailis, Estonie, ADLE
ROCHEBLOINE François, France, PPE/DC
ROSOVÁ Tatiana, République slovaque, PPE/DC
RUSMALI Ilir, Albanie, PPE/DC
SAAR Indrek, Estonie, SOC
SASI Kimmo, Finlande, PPE/DC
SCHNEIDER André, France, PPE/DC
SCHUSTER Marina, Allemagne, ADLE
STAVROSITU Maria, Roumanie, PPE/DC
STRÄSSER Christoph, Allemagne, SOC
TAKTAKISHVILI Chiora, Géorgie, ADLE
TOSHEV Latchezar, Bulgarie, PPE/DC
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC
VEJKEY Imre, Hongrie, PPE/DC
VOLONTÈ Luca, Italie, PPE/DC
WACH Piotr, Pologne, PPE/DC
WADEPHUL Johann, Allemagne, PPE/DC
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste

Total = 53